Mardi 1er avril

Dangereux, mensonger et dispendieux : pourquoi faire grève contre le projet Dati

Peut-on encore parler de "projet de réforme" devant une telle opération de destruction ? Le projet Dati, qui arrive demain mardi devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, rouvre un deuxième front contre l'audiovisuel public. La tutelle veut bouleverser la gouvernance d'entreprises déjà gravement menacées d'étranglement financier (Radio France et France Télévisions seront en déficit en 2025).

Ce que veut le gouvernement

Il est question de créer une holding exécutive, c'est-à-dire une structure de direction et pas juste une simple coquille financière. Dans un premier temps, cette holding aurait comme filiales Radio France, France télévisions et l'INA. Mais aussi rapidement "ici" et Franceinfo, ce qui implique de dépecer les entreprises existantes.

Ce que ça changerait

À la tête de la holding "France Médias" et de ses filiales, l'unique PDG aurait les pleins pouvoir sur les fonctions communes, mais également pour répartir les moyens entre radio et télévision. Étant donné le poids financier de la TV (plus de quatre fois celui de la radio), nous serions complètement asphyxiés. Et l'étude d'évaluation transmise aux députés la semaine dernière ne cache pas la perspective de suppressions de postes pour faire des économies sur les services support, comme la gestion, les achats, la communication… Mais se garde bien d'aborder les conséquences concrètes de la fusion des rédactions locales et des trois rédactions de Franceinfo (radio, télé et web).

Ce que ça casserait

Dans son rêve de rapprochement, l'étude d'impact du ministère "oublie" tous les obstacles, toutes les incompatibilités, et la liste est longue :

- modes de production opposés (entièrement interne pour RF / majoritairement achat pour FTV, y compris pour l'info hors journaux),
- organisations territoriales qui n'ont rien à voir, avec 12 locales télé pour 44 locales radio. Les fusionner reviendrait à ce que les programmes radio de Bayonne jusqu'à Guéret soient décidés à Bordeaux... délirant !
- conventions collectives différentes

- gestion des remplacements par métier : l'actuel planning de RF serait écartelé entre trois filiales de la holding (RF, Franceinfo et "ici"), trois structures juridiques différentes. Ingérable !

Loin de simplifier les échanges entre médias, le projet Dati casserait ce qui fonctionne et créerait beaucoup plus de problèmes d'organisation qu'il n'en résoudrait. De quoi perdre en efficacité, pour produire la même chose (mais le pourra-t-on ?) de façon plus compliquée et plus chère.

Ce que ça coûterait

L'étude d'impact du ministère de la Culture prétend que la holding aurait "un coût zéro". Au contraire, ceux qui ont l'expérience des holdings/fusions chiffrent une holding "France médias" à minimum 20 personnes et pas moins de 5 millions d'euros de budget annuel. Des ressources qui seront inévitablement prises sur le budget opérationnel des filiales, réduisant les moyens de production. Et l'alignement des conventions collectives serait inévitable pour faire cohabiter des personnels dans une même filiale. Mais le plus grand coût serait humain, à cause des tensions inévitables, du chaos causé par l'ampleur des réorganisations, du temps perdu à se concentrer sur d'autres enjeux que nos métiers.

Comment éviter la catastrophe

Il n'est pas du tout certain que l'inconséquence de la tutelle soit approuvée par une majorité à l'Assemblée nationale. Nous espérons que les députés soient lucides et comprennent les enjeux pour l'audiovisuel public. Le SNJ s'y emploie depuis des mois.

Pour le dire haut et fort, nous serons tous et toutes en grève, ce mardi 1er avril, au moment où les députés débattront pour la première fois de ce projet en commission culture de l'Assemble nationale.

Paris, le 31 mars 2025